

# Logement et Sciences humaines

*Le logement au Luxembourg est une question d'actualité. Les problèmes actuels engendrés par une offre défaillante face à une demande en constante augmentation ne semblent pas vouloir se résorber. En effet, si l'on en croit les statistiques prévisionnelles, le Luxembourg devrait compter plus de 553 000 habitants en 2020. Cette croissance est la plus forte au niveau européen (+19.7%), loin devant celle de la Grèce (+13.5%), et semble devoir se maintenir.*

Il paraît que pour faire face à ce problème un changement de mentalité soit impératif. Actuellement, l'accession à la propriété est une priorité gouvernementale et populaire. Si en 1980, 60% des personnes étaient propriétaires, ce chiffre a atteint en 1995 70%. Ces données pourraient être envisagées positivement, chacun ayant droit à un logement propre, si elles n'étaient pas mises en relation avec le chiffre des constructions unifamiliales qui représentent également 70% de la totalité des habitations. La conclusion est que chaque ménage souhaite obtenir son propre logement de préférence de type maison unifamiliale avec jardin.

## La territorialité – concept commun des sciences humaines

Pour comprendre pourquoi les individus sont tellement attachés à leur logement il est intéressant de faire un détour par les sciences sociales, susceptibles de nous apporter une réponse au moins partielle à notre interrogation. Les différents articles sur le logement, conçu dans des perspectives anthropologique, géographique, sociologique ou psychologique, nous amènent toujours à parler de territorialité.

La géographie nous apporte un premier regard concernant cette notion, puisqu'elle se dit "science du territoire". Selon G. Métral de l'université de Genève (1998), "la géographie s'in-

téresse [...] avant tout aux relations qu'entretiennent des individus ou des groupes avec leur environnement, naturel ou humain. L'ensemble des relations qu'entretient un individu avec l'altérité – autres individus – et l'extériorité – environnement – est appelé territorialité".

---

**Si en 1980,  
60% des personnes étaient  
propriétaires,  
ce chiffre a atteint  
en 1995 70%.  
Chaque ménage  
souhaite obtenir son propre  
logement de préférence  
de type maison unifamiliale  
avec jardin.**

---

Si l'on remonte le temps, la première définition de la territorialité est naturaliste et fait référence au monde animal. H.E. Howard, en 1920, est le premier à la définir comme "la conduite caractéristique adoptée par un organisme pour prendre possession d'un territoire et le défendre contre les membres de sa propre espèce". Bien que partielle, cette définition est toutefois applicable à l'homme et E.T. Hall (anthropologue) le fait dès 1966 dans son livre intitulé *La dimension cachée*. La territorialité

humaine est, selon lui, "un phénomène de comportement associé à l'organisation de l'espace en sphères d'influence ou de territoires distincts considérés au moins partiellement comme exclusifs pour leurs occupants ou ceux qui le définissent".

De nos jours les définitions les plus communes sont données par C. Raffestin (Pour une géographie du pouvoir, 1980): "Dans la perspective qui est la nôtre, la territorialité prend une valeur tout à fait particulière puisqu'elle reflète la multidimensionnalité du vécu territorial par les membres d'une collectivité, par les sociétés en général." Nous verrons plus loin l'importance de cette notion de multidimensionnalité. Mais Raffestin nous donne également une définition au sens purement géographique : "système de relations qu'entretient une collectivité avec l'extériorité. Cette extériorité peut être une 'topie', un territoire par exemple, mais il peut tout autant s'agir d'un espace abstrait".

Roger Brunet (1993) donne, quant à lui, la définition suivante: "Territorialité: rapport individuel ou collectif à un territoire considéré comme approprié" dans *Les mots de la géographie* (dictionnaire critique).

En psychologie environnementale, la notion de territoire est également abordée. Ainsi C. Levy-Leboyer nous dit

(Psychologie de l'environnement, 1980) " [...] Hediger (1962), Ardrey (1966) ont souligné le rôle essentiel de la territorialité pour la conservation de l'espèce ou du groupe: le territoire est une garantie de sécurité, donc de survie, c'est un moyen de contrôle sur les ressources alimentaires et enfin c'est une manière d'affirmer l'identité de l'individu et son appartenance à l'espèce."

De ces définitions ressortent deux axes de réflexion: d'une part une notion de lien relationnel entre les individus et un sentiment d'appartenance plutôt individuel. B. Barbey (2001, in Séminaire de sémiologie graphique) les combine et nous propose alors une définition certainement plus lisible: "la territorialité est un système de relation entre l'homme (individus, groupes, sociétés, peuples) et son espace abordé par la culture à un moment donné."

Nous constatons donc, également, dans toutes ces définitions, la pluralité des notions constitutives de la territorialité et en concluons à sa multidimensionnalité. En effet, elle aborde au moins trois facettes: sociale, spatiale et temporelle; sociale puisqu'elle définit les relations entre les individus, spatiale de par sa définition du territoire d'appartenance et temporelle car chaque relation sociale se situe dans un espace-temps.

### Identité – altérité et sentiment d'appartenance

Si nous abordons la notion de territorialité, il est alors incontournable de parler d'altérité et d'identité. Chaque définition exposée sous-tend en effet ce concept. Ainsi dans la dernière mentionnée, nous retrouvons d'une part la multidimensionnalité déjà rencontrée en géographie, mais également le lien avec l'altérité au travers de la notion d'appartenance à un groupe et d'échanges interpersonnels qu'elle présuppose.

Le logement ne se borne pas à être une réponse à un besoin physiologique de bien-être, de protection contre diverses agressions (intempéries, animaux ou tout simplement les autres congénères), mais répond également à des besoins psychologiques de type sécuritaire

(sécurité affective, sécurité contre l'agression d'autrui), sentiment d'appartenance, intimité ou expression personnelle au travers de la décoration intérieure. Il répond par ailleurs à des normes sociales et sociétales et ce fondement anthropologique doit aussi être

---

**Le logement  
ne se borne pas  
à être une réponse  
à un besoin physiologique de  
bien-être, de protection  
contre diverses agressions,  
mais répond également à des  
besoins psychologiques  
de type sécuritaire,  
sentiment d'appartenance,  
intimité ou  
expression personnelle  
au travers  
de la décoration intérieure.**

---

pris en compte. D'ailleurs, les ethnologues, souhaitant étudier la famille, analysent dans un premier temps sa résidence, car elle répond à des critères

sociologiques et culturels, voire psychologiques.

En effet, en psychologie de l'environnement des études ont montré le lien entre aménagement de l'environnement et organisation sociale, valeurs culturelles, identité. Certains auteurs avancent même le terme de "comportement sociospatial".

Cet aspect se retrouve aussi dans les études à tendance plus psychanalytique où le lien avec la notion d'identité est prépondérant: " [...] le logement, comme le corps, est support objectivable d'une représentation socialisée de soi et d'une communication avec autrui." (F. Lugassy, Logement, corps, identité, 1989). Dans cette perspective et en vulgarisant la pensée de l'auteur, le logement correspond à l'enveloppe extériorisée d'une identité intérieure et fait l'objet d'un investissement individuel et personnel. Une des fonctions du logement est alors une confirmation de l'identité et de sa cohésion ainsi qu'une réassurance narcissique quant à sa capacité d'être et d'investir l'espace.

Mais ce parallèle entre les concepts d'identité et d'altérité face à l'environnement n'est pas propre à la psychologie. En effet, dans les écrits de type géographique ce parallèle est aussi un point essentiel. Les géographes utili-

Wohnen in Luxemburg Anno 1935  
Großgasse, Ecke Grabenstraße





Wohnen in Luxemburg Anno 1890: Stadtgrund

sent largement ces concepts en insistant sur leur interaction, l'un faisant appel à l'autre dans un consensus spatial: "Cette dynamique [identité – altérité] est étroitement liée à l'inscription dans l'espace" (P. Fastrez, *Faux villageois et vrais touristes*, in *Recherches en communication*, n°12, 1999). G. Métral dit également qu' "identité et altérité sont des notions s'appliquant au champ social, mais aussi au spatial. [...] Identité et altérité sont des possibilités de différenciation spatiale et construisent des territoires [...]". Cette notion d'altérité est fondamentale car elle est à l'origine des conflits dans l'appropriation de l'espace et sa défense. Ainsi, être chez soi renvoie systématiquement à évincer l'autre de son territoire.

Ce problème de territoire n'est pas, au niveau individuel, une problématique propre au Luxembourg. Cependant il semblerait que l'on puisse l'énoncer d'un point de vue national. L'identité luxembourgeoise est un sentiment très fort d'appartenance à une communauté qui s'est notamment traduit par l'officialisation du luxembourgeois comme langue nationale, en 1984. Toutefois ce sentiment peut aussi être observé dans la structure de l'habitation.

Ce sentiment d'appartenance est là encore un concept-clé et peut être considéré comme le lien entre les notions de territorialité, d'identité et d'altérité. Il correspond à la dimension sociale

de l'identité et l'appartenance à des groupes est variable culturellement et historiquement et se traduit par une contrainte sociale. Actuellement, on observe, à travers un certain nombre de démarches, notamment en développement local, des tentatives pour inscrire le sentiment d'appartenance en relation explicite avec ce domaine.

Si nous nous référons à nouveau à l'anthropologie, nous constatons que l'habitation ne subit pas uniquement une contrainte d'ordre matériel liée à la matière - la construction d'un logement résultant d'un compromis entre climat et matériau disponible localement -, mais elle subit aussi une contrainte sociale: "la configuration du logement dépend de l'organisation sociale [...]. Les individus et les groupes en question investissent et aménagent l'espace en fonction des représentations culturelles qui sont les leurs [...]", et plus loin nous notons que "[...] La perception de l'espace est culturellement construite, et variable selon les sociétés" (P. Laburthe-Tolra et J.-P. Warnier, *Ethnologie Anthropologie*, 1993).

La contrainte sociale est également importante dans la société luxembourgeoise, notamment si l'on en croit les éléments suivants. En effet, la notion d'appartenance se rencontre dans les différentes typologies des styles de vie abordées par des chercheurs en psychologie. C'est à partir de ce concept qu'ils

ont pu mettre en évidence des constantes permettant alors de créer des catégories indiquant, en fonction de son appartenance à une catégorie socio-professionnelle et un type de ménage, quelle habitation était principalement choisie.

Ainsi, les catégories supérieures ont tendance à choisir une habitation de type maison individuelle, car elle est le reflet de leur réussite sociale et financière. Elle exprime également leur besoin d'autonomie. Cette préférence se retrouve également dans le type "familial" mis en évidence par Bell, en 1968.

Cooper, 1972, montre par ailleurs qu'il existe un consensus quasi universel en faveur de la maison indépendante avec un petit terrain. Plus récemment, Michelson, 1977, a étudié les facteurs motivant les déménagements et conclut à la prédominance des facteurs familiaux et économiques, à savoir le nombre et l'âge des enfants et le statut socioéconomique de la mère (active ou non). Ses résultats rejoignent ceux de Bell et de Cooper en les affinant.

La conclusion que nous pouvons tirer de ces perspectives est l'importance du comportement social dans le choix d'une habitation. Ce point est particulièrement important dans la compréhension du phénomène logement.

## Deux hypothèses concernant le Luxembourg

Fort de ces différents points, théories et autres remarques, nous pouvons maintenant émettre deux hypothèses concernant le Luxembourg.

- La première concerne, comme nous l'avons déjà évoquée, l'importance donnée aux valeurs familiales.

L'hypothèse, que nous avançons, est celle d'un attachement profond du Luxembourgeois à ces valeurs qui se traduisent par l'acquisition et/ou la construction de maisons unifamiliales. En effet, nous avons pu constater, par le biais du regard posé sur les statistiques, l'importance du nombre des maisons unifamiliales. Nous pouvons en con-



Wohnen in Luxemburg Anno 1920: : Fleischergasse

clure avec Bell à l'importance du type "familial".

Bien que certains articles évoquent une raréfaction de ce type d'habitation et de leur superficie, le rapport d'activité 2001 du Ministère du Logement n'indique qu'une baisse de 4.1% du nombre d'autorisations de bâtir des maisons individuelles. Cette diminution est infime si nous la comparons aux autorisations à bâtir des maisons à appartements (-25.8% pour les bâtiments, -27.0% pour les logements) et logements dans des bâtiments non-résidentiels (-95.2%). Bien sûr, il existe une diminution globale du taux de maisons unifamiliales, puisqu'elle représentait 66% en 1988 contre 36% en 1998. Toutefois, le nombre de maisons réalisées est à nouveau en solde positif avec +9.6% pour l'année 1999. Nous en resterons là pour les chiffres, en notant que le sentiment d'appartenance reste toutefois prépondérant, chaque ménage poursuit ce rêve et tente de le réaliser en se détournant du Sud et de ses prix en faveur d'un espace dans le Nord.

- La seconde hypothèse fait référence, quant à elle, aux orientations gouvernementales.

En effet, outre l'aspect individuel, les raisons de ce choix (maison unifami-

liale) sont à imputer au gouvernement lui-même qui favorise, à travers un certain nombre de mesures, l'accès à la propriété en prônant les valeurs familiales (cf. les politiques en faveur des familles, telles que l'allocation de chef de famille, l'aide au prêt pour les familles ayant des enfants à charge, etc.). Mais il valorise également un masque social au travers des façades (dans le double sens du terme) en constituant un langage socio-environnemental. Celui-ci pourrait se traduire par de belles maisons cossues, donc un pays majoritairement peuplé d'individus appartenant aux catégories socioprofessionnelles supérieures. En favorisant les valeurs familiales et l'accès à la propriété, le gouvernement prône un pays riche et induit une négation de la pauvreté et ce, tant au niveau national, qu'international, la preuve est en donnée notamment par l'article de Paris Match d'avril 2002.

Pour conclure, émettre des hypothèses ne résout pas les problèmes mais contribue seulement à envisager l'aspect logement sous un autre angle.

Ces différentes approches nous permettent, en effet, de mieux comprendre la situation du logement au Luxembourg – attachement aux valeurs familiales, volonté de mettre en évidence un statut socioprofessionnel national

de type supérieur. N'oublions pas toutefois qu'une partie - si nous en croyons les statistiques - égale à 30% n'est pas propriétaire et surtout que parmi cette frange de la population, se trouve les plus démunis vivant dans des conditions de précarité inadmissibles dans un pays où la fierté semble être la richesse tant économique que sociale (importance du phénomène d'entraide notamment au niveau du bénévolat, de la présence et l'écoute des ONG, culturelle (Luxembourg facilite l'exposition artistique, l'organisation de fouilles, la sauvegarde du patrimoine, etc.) ou intellectuelle (développement du Centre universitaire, utilisation des nouvelles technologies, etc.)

Qu'en est-il pour eux actuellement? Qu'en sera-t-il dans l'avenir? Il semble important aujourd'hui de ne pas oublier ces populations du marché immobilier qui, de par sa tarification, exclut toujours plus les moins riches.

**Véronique Pelt**

Confédération Caritas Luxembourg  
Cellule Cohésion sociale/pauvreté